



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MISSION

Prestation de service d'entretien Espaces Verts situés à Evreux et à Paris

SOMMAIRE

CHAPITRE I :	STIPULATIONS GENERALES	3
ARTICLE 1 :	PARTIES AU MARCHE PUBLIC.....	3
ARTICLE 2 :	OBJET DU MARCHE PUBLIC.....	3
ARTICLE 3 :	NATURE DU MARCHE PUBLIC	3
ARTICLE 4 :	FORME DU MARCHE PUBLIC.....	3
ARTICLE 5 :	PROCEDURE	4
ARTICLE 6 :	DECOMPOSITION DU MARCHE	4
ARTICLE 7 :	MARCHE RESERVE.....	4
ARTICLE 8 :	DUREE DU MARCHE PUBLIC.....	4
ARTICLE 9 :	LIEU D'EXECUTION DU MARCHE	4
ARTICLE 10 :	MONTANT DU MARCHE PUBLIC	5
ARTICLE 11 :	PIECES CONTRACTUELLES	5
CHAPITRE II :	MOYENS & MESURES D'EXECUTION	7
ARTICLE 12 :	MOYENS D'EXECUTION.....	7
ARTICLE 13 :	EXECUTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 14 :	OBLIGATION DU TITULAIRE.....	12
CHAPITRE III :	MODALITES FINANCIERES.....	15
ARTICLE 15 :	PRIX.....	15
ARTICLE 16 :	REGLEMENT	17
CHAPITRE IV :	CONSTATATION DE L'EXECUTION	22
ARTICLE 17 :	OPERATIONS DE VERIFICATION	22
ARTICLE 18 :	ADMISSION	22
ARTICLE 19 :	AJOURNEMENT.....	23
ARTICLE 20 :	REFACTION.....	24
ARTICLE 21 :	REJET.....	24
CHAPITRE V :	SANCTIONS CONTRACTUELLES	26
ARTICLE 22 :	PENALITES.....	26
ARTICLE 23 :	RESILIATION POUR FAUTE	27
ARTICLE 24 :	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	28
CHAPITRE VI :	REGLEMENT DES LITIGES	30
ARTICLE 25 :	RECOURS EN RECLAMATION.....	30
ARTICLE 26 :	RECOURS ADMINISTRATIFS	31
ARTICLE 27 :	RECOURS JURIDICTIONNELS	31
CHAPITRE VII :	AUTRES STIPULATIONS.....	32
ARTICLE 28 :	RESILIATION UNILATERALE SANS FAUTE	32
ARTICLE 29 :	CLAUDE DE RESILIATION UNILATERALE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL ..	33
ARTICLE 30 :	CLAUDE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	35
ARTICLE 31 :	ASSURANCE	37
ARTICLE 32 :	CLAUDE ENVIRONNEMENTALE	38
ARTICLE 33 :	DEROGATIONS	38

CHAPITRE I : STIPULATIONS GENERALES

ARTICLE 1 : PARTIES AU MARCHÉ PUBLIC

Le marché public visé par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est conclu entre ;

- D'une part, l'opérateur économique désigné sous le nom de « titulaire », dont l'identité est précisée à l'Acte d'Engagement ;
- Et, d'autre part, l'acheteur public désigné sous le nom de « pouvoir adjudicateur », dont l'identité est précisée à l'Acte d'Engagement.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

Le présent marché public a pour objet l'exécution de prestation d'entretien des espaces verts des sites de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (C.N.A.M.), situés respectivement à EVREUX et PARIS.

ARTICLE 3 : NATURE DU MARCHÉ PUBLIC

Le marché public est un marché de services au sens de l'article L. 1111-4 du code de la commande publique.

Sauf stipulations contraires mentionnées ci-après, le marché est soumis aux stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales stipulé à l'Acte d'Engagement.

Celui-ci est dénommé ci-après « CCAG-FCS ».

ARTICLE 4 : FORME DU MARCHÉ PUBLIC

Le présent marché est un marché « mixte » au sens de l'article R. 2112-6 du Code de la Commande Publique, comprenant une part forfaitaire dédiée à l'exécution des prestations régulières, ainsi qu'une part unitaire pour les prestations ponctuelles.

4.1 PART FORFAITAIRE

La part forfaitaire couvre les prestations régulières, dont la nature et la fréquence sont fixes et prévisibles. Le montant annuel est fixé dans l'acte d'engagement et payable à échéances régulières (trimestrielles ou semestrielles). Ces prestations sont exécutées conformément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

Ces prestations débutent à la date de notification du marché et prennent fin à l'échéance du marché public.

4.2 PART UNITAIRE

La part unitaire désigne le prix fixé pour l'unité de chaque prestation telle que définie dans le bordereau des prix unitaires (BPU) figurant dans la pièce financière annexé au marché public. Ce prix unitaire s'applique à chaque bon de commande émis pendant la durée du marché, en fonction des quantités effectivement commandées par la CNAM. Le montant total à régler au titulaire sera déterminé par la multiplication du prix unitaire par la quantité livrée ou exécutée, telle que spécifiée dans chaque bon de commande.

ARTICLE 5 : PROCEDURE

Le marché est passé selon un appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 6 : DECOMPOSITION DU MARCHE

Le présent marché est alloté géographiquement, comme suit, conformément à l'article L. 2113-10 du code de la commande publique :

01	Lot 1 – Paris
02	Lot 2 – Evreux

ARTICLE 7 : MARCHE RESERVE

Tous les lots du présent marché public sont réservés exclusivement aux structures d'insertion par l'activité économique listées à l'article L.2113-12 du code de la commande publique. Les EA sont mentionnées à l'article L. 5213-13 du code du travail et les ESAT sont mentionnés à l'article L.344-2 du code l'action sociale et des familles, ou à des structures équivalentes employant au moins 50% de travailleurs en situation d'handicap.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la part minimale de travailleurs en situation d'handicap exigée par la réglementation en vigueur.

La CNAM se réserve le droit de demander un justificatif attestant du respect de cette obligation.

ARTICLE 8 : DUREE DU MARCHE PUBLIC

Le marché est conclu pour une durée ferme de trente-six (36) mois à compter de sa notification.

Les délais d'exécution des prestations ponctuelles sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord cadre.

ARTICLE 9 : LIEU D'EXECUTION DU MARCHE

Le Titulaire exécute les prestations prévues au présent accord-cadre aux adresses suivantes :

Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché n°MA.

Lot 1 - site de Paris :

CNAM siège Frontalis
(Bâtiments Montreuil, Bagnolet et Gallieni)
26-50, avenue du Professeur André Lemierre
75986 PARIS CEDEX 20

Lot 2 – site d'Evreux:

129, rue Jacqueline AURIOL
Commune du Vieil-Evreux (Département de l'Eure – 27930)

ARTICLE 10 : MONTANT DU MARCHE PUBLIC

Le montant de la part forfaitaire est celui stipulé dans l'offre du titulaire du marché.

Le montant maximum de la part à bons de commande pour la durée globale d'exécution des prestations est fixé comme suit pour chacun des lots :

- Lot 1 : Paris : 4 166,67 € HT;
- Lot 2 : Evreux : 833,33 € HT.

ARTICLE 11 : PIECES CONTRACTUELLES

11.1 GENERALITES

Le marché public est soumis aux normes françaises et européennes applicables à sa date de notification dont notamment le code de la commande publique.

En outre, le titulaire est tenu de respecter toute la réglementation en vigueur concernant son domaine d'intervention.

11.2 SUBSTANCE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont mentionnées ci-dessous :

- L'Acte d'Engagement (A.E) et son annexe financière pour chacun des lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) pour chacun des lots ;
- Le Cahier des Clauses Administratives et Particulières (C.C.A.P) commun aux deux lots;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures et Services (C.C.A.G) – FCS en vigueur (30 mars 2021) ;
- L'offre technique remise par le titulaire ;
- Les bons de commandes.

En cas de contradiction, les stipulations, prévalent dans l'ordre précité.

11.3 PORTEE

Le marché public, constitué des pièces contractuelles définies dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), exprime l'intégralité des obligations contractuelles entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

A ce titre, les stipulations du marché public prévalent sur celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du marché du marché public.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au marché public.

CHAPITRE II : MOYENS & MESURES D'EXECUTION

ARTICLE 12 : MOYENS D'EXECUTION

12.1 PRESTATIONS A BONS DE COMMANDE

Les prestations ponctuelles à prix unitaire au sens de l'article R. 2112-6°1 sont exécutées sur la base de bon de commande émis par la **Cnam**.

12.1.1 Objet

Les bons de commande émis concerneront spécifiquement l'achat et l'exécution de prestation définie dans le CCAP.

12.1.2 Notification

Les bons de commandes sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire conformément à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS.

Chaque bon de commandes émis dans le cadre de ce marché public doit faire mention des éléments suivants :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux d'exécutions et de livraisons des prestations ;
- La nature et la description des prestations à réaliser.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

12.2 ACTE DE SOUS-TRAITANCE

12.2.1 Généralités

Conformément à l'article L. 2193-1 du code de la commande publique, le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations attendues à un tiers appelé « sous-traitant » à condition de l'avoir déclarée au pouvoir adjudicateur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

12.3 CONDITION DE RECOURS AU SOUS- TRAITANT RELEVANT DES ESAT

Le sous-traitant, choisi par le titulaire, doit impérativement répondre aux mêmes conditions de réservation que le titulaire, à savoir être un ESAT ou une structure équivalente employant au moins 50 % de travailleurs handicapés conformément à l'article L. 2113-12 du Code de la Commande Publique.

Le Titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations sous-traitées.

12.3.1 Déclaration préalable

a) Généralités

Avant toute intervention, le recours à la sous-traitance doit faire l'objet d'une déclaration préalable signée par le titulaire et son sous-traitant.

Cette déclaration est établie et délivrée dans les formes et conditions définies ci-après.

b) Forme

La forme de la déclaration de sous-traitance est libre.

Toutefois, il est vivement conseillé au titulaire d'utiliser le formulaire produit par la Direction des Affaires Juridiques.

Ce formulaire, appelé « DC4 », est disponible sur le site internet du ministère de l'économie.

c) Contenu

Conformément à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique, la déclaration doit :

- Mentionner les informations suivantes :
 - La nature des prestations sous-traitées
 - Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
 - Le montant maximal des sommes à verser au sous-traitant
 - Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix
 - Les capacités (professionnelles, financières) du sous-traitant
- Être accompagnée des documents suivants :
 - Une attestation du sous-traitant déclarant sur l'honneur qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 et suivants du code de la commande publique
 - Une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle
 - Les divers certificats fiscaux et sociaux

d) Modalités de transmission

La déclaration de sous-traitance peut être délivrée selon les modalités suivantes :

- Remise en main propre contre récépissé ;
- Envoi par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ;
Cet envoi doit être réalisé à l'adresse postale suivante : **CNAM – DDA – 50,
avenue du professeur André Lemierre – 75986 – Paris – Cedex 20**

- Envoi par mail avec accusé de réception à l'adresse suivante :
SARAH.BOUAZZA@assurance-maladie.fr

12.3.2 Acceptation et agrément des conditions de paiement

a) Généralités

Avant toute intervention, le recours à la sous-traitance doit faire l'objet d'une acceptation préalable du sous-traitant et d'un agrément préalable des conditions de paiement.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement peut entraîner la résiliation du marché public pour faute.

Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

b) Délai

Conformément à l'article R. 2193-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur dispose d'un **délai maximal de vingt-et-un (21) jours calendaires** pour accepter le sous-traitant et agréer les conditions de paiement.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la déclaration de sous-traitance.

Le silence du pouvoir adjudicateur pendant le délai susmentionné vaut acceptation tacite du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

La présentation d'une déclaration de sous-traitance incomplète ne fait pas courir le délai susmentionné.

En cas de demande de précisions/compléments formulées par le pouvoir adjudicateur, le délai susmentionné est suspendu et ce jusqu'à la réception des précisions et/ou compléments attendus.

c) Forme

Conformément à l'article R. 2193-4 du code de la commande publique, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement prend la forme d'un acte spécial de sous-traitance.

Constitue l'acte spécial de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance signée par :

- Le titulaire ;
- Le sous-traitant ;
- Le pouvoir adjudicateur.

Seule la signature du pouvoir adjudicateur constate l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

d) Notification

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants son acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

La notification s'effectue dans l'une des formes stipulées à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS.

Cette notification est accompagnée d'une copie de l'acte spécial de sous-traitance constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

La notification faite au sous-traitant précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire.

Nota : la notification du marché public emporte acceptation des sous-traitants présentés préalablement à sa signature et agrément de ses conditions de paiements.

ARTICLE 13 : EXECUTION DES PRESTATIONS

13.1 GENERALITES

Le titulaire a obligation d'affecter à l'exécution du marché public les moyens d'exécution stipulés dans son offre, notamment en ce qui concerne les normes et spécifications techniques énoncées dans le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCTP).

En cas de manquement à cette obligation, la CNAM peut résilier pour faute le marché public dans les conditions mentionnées ci-après.

13.2 MOYENS MIS EN ŒUVRE EN CAS D'EMPECHEMENT PAR LE TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à informer immédiatement la CNAM en cas d'indisponibilité, d'absence ou de retard du personnel initialement prévu pour assurer la prestation et à mettre en œuvre un remplacement répondant aux exigences de qualité fixées dans le présent accord-cadre.

Le remplacement doit être assuré dans des conditions équivalentes, sans interruption ni altération de la qualité de service. Aucun surcoût ne pourra être appliqué du fait de ce remplacement.

En cas de retard ou d'absence non justifiée, des pénalités peuvent-être appliquées par la CNAM.

La CNAM se réserve la possibilité de demander la récusation des personnels du titulaire inadapté sans que la décision de nécessite aucune justification

13.3 MODIFICATION

Le titulaire doit modifier l'équipe dédiée lorsque l'un de ses membres n'est plus en mesure d'accomplir les prestations attendues au titre du marché. Tel est le cas en cas de défaillance manifeste ou d'absence définitive indépendante de la volonté du titulaire.

Pour ce faire, le titulaire doit présenter au pouvoir adjudicateur sa demande de modification par l'une des modalités stipulées à l'article 3.1.1 du CCAG FCS.

13.4 FREQUENCE ET QUALITE DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations dans le respect des fréquences et des niveaux de qualité stipulés dans le CCTP et selon le planning convenu. En particulier, les tâches suivantes doivent être réalisées dans les délais prévus :

- Entretien et taille des végétaux ;
- Désherbage mécanique ou chimique (si autorisé) ;
- Ramassage des déchets verts et gestion des déblais.

Le titulaire doit veiller à la propreté du site après chaque intervention et doit informer immédiatement la CNAM de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des prestations.

13.5 GESTION DES IMPREVUS ET CONDITIONS CLIMATIQUES

Le titulaire doit tenir compte des conditions climatiques et des imprévus (intempéries, gel, etc.) dans la planification des prestations. En cas de force majeure ou de conditions exceptionnelles rendant certaines prestations temporairement impossibles à réaliser au moment, le titulaire devra en informer immédiatement la CNAM et proposer un report ou un ajustement du planning d'exécution, sans que cela n'entraîne de frais supplémentaires.

En cas d'impossibilité absolue, le Titulaire s'engage à contacter la CNAM afin de trouver une solution pérenne : avenant, accord etc.

Toutefois, les prestations doivent être réalisées dans les délais prévus dès que les conditions le permettent, sans affecter la qualité des prestations ou la conformité aux exigences du marché.

13.6 RESSPONSABILITE EN CAS DE DEGRADATION

Le titulaire est responsable de la dégradation ou de la détérioration des équipements publics, des végétaux ou des infrastructures en raison d'une mauvaise exécution des prestations. En cas de dommage, le titulaire devra réparer ou remplacer à ses frais tout équipement dissociable du bâtiment dégradé dans un délai raisonnable.

Si la réparation ou le remplacement ne peut être effectué dans les délais impartis, des pénalités seront appliquées, conformément au présent CCAP, jusqu'à réparation complète.

Le titulaire est également responsable de la dégradation de l'immeuble. En cas de dommage ou de dégradation, il devra le réparer à ses frais.

ARTICLE 14 : OBLIGATION DU TITULAIRE

14.1 OBLIGATION D'ASSURANCE

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours (15) à compter de la notification du contrat et avant le début de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

14.2 DEVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le titulaire est soumis à une obligation générale de conseil dans le cadre de l'exécution du marché public.

Cette obligation de conseil comprend un devoir d'information, un devoir de mise en garde et un devoir de recommandation.

Cette obligation de conseil impose notamment au titulaire :

- De s'enquérir des besoins exacts de la CNAM ;
- De s'informer et de se renseigner sur la faisabilité de la mission selon les besoins du pouvoir adjudicateur ;
- D'informer le pouvoir adjudicateur sur toute information utile et nécessaire à la parfaite exécution des prestations selon les règles de l'art et usages professionnels ;
- De mettre en garde le pouvoir adjudicateur contre tout risque, situation ou évènement pouvant porter atteinte à la bonne exécution des prestations ;
- De recommander au pouvoir adjudicateur toute mesure, choix ou autre permettant d'exécuter les prestations conformément à ses besoins.

De manière générale, l'obligation de conseil impose au titulaire de fournir à la CNAM l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires à la bonne exécution du marché public.

Si des conseils, des informations, des mises en garde ou des recommandations sont formulés oralement au pouvoir adjudicateur, ils donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

La transmission de tout document est réalisée selon l'une des modalités suivantes :

- Par voie postale à l'adresse suivante : **CNAM – DGU – DSC – 50, avenue du professeur André Lemierre – 75986 – Paris – Cedex 20 ;**
- Par voie électronique à l'adresse suivante : **SARAH.BOUAZZA@assurance.maladie.fr;**

14.3 OBLIGATION DE VIGILANCE

Par la signature de l'acte d'engagement, le titulaire du marché atteste ne pas rentrer dans les cas d'exclusion de l'attribution des marchés publics prévus par le règlement (UE) n°833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014 et ses évolutions futures concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine et s'engage à ne pas faire appel à un sous-traitant ou fournisseur soumis aux mêmes exclusions pour une part supérieure à 10% du montant du marché. Il s'engage également à se soumettre aux éventuelles procédures de contrôles réalisées par le pouvoir adjudicateur. Tout manquement constaté en cours d'exécution du marché entraînera la résiliation sans mise en demeure préalable et sans indemnité du marché public.

14.4 OBLIGATION DU LA REPARATION DU DOMMAGE

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 8 du CCAG-FCS, les dommages de toute nature causés par le titulaire aux tiers à l'occasion de l'exécution des prestations, ou résultant de cette exécution, restent de sa responsabilité y compris après échéance du contrat. Par conséquent, le département pourra appeler le titulaire du contrat en garantie en cas de recours des tiers.

14.5 OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations associées avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

14.6 OBLIGATION DE REGULARISATION SOCIALE ET FISCALE

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal :

- En application des articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail relatifs au travail dissimulé, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur les pièces prévues aux articles D.8222-5 du même code pour le cocontractant établi en France et D.8222-7 pour celui établi ou domicilié à l'étranger. Dans ce dernier cas, les pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française.
- En application des articles D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, relatifs à l'emploi d'étrangers non autorisés à travailler, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur la liste nominative des salariés étrangers affectés à la prestation, comprenant pour chacun sa

date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces sont à déposer par le titulaire tous les **six (6) mois** jusqu'à la fin de l'exécution du marché public sur la plateforme en ligne mise à sa disposition gratuitement par le pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante : **<http://www.e-attestations.fr>**.

Conformément aux articles L. 2395-2, L. 2341-6, L. 2141-12 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut, en cas de non remise desdits documents, résilier le marché public pour faute dans les conditions stipulées ci-après.

CHAPITRE III : MODALITES FINANCIERES

ARTICLE 15 : PRIX

15.1 CONTENU

15.1.1 Principe

Les prix stipulés dans le marché public sont réputés :

- Etablis sur la base des conditions économiques du mois « Mo » défini à l'Acte d'Engagement ;
- Etablis hors TVA et toutes taxes comprises et en euros ;
- Complets.

Les sujétions survenant au cours de l'exécution du marché public et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure sont réputées être comprises dans l'économie du marché public.

Nota : en aucun cas, le titulaire ne peut arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions dans les stipulations du marché public pour solliciter une demande de supplément.

15.1.2 Substance

En sus, des éléments stipulés à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix stipulés dans le marché public comprennent notamment :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres (T.V.A., écotaxe, etc.) frappant obligatoirement la prestation au moment de son exécution ;
- Tous les frais d'analyse, de conseil, d'assistance et d'expertise nécessaires à l'exécution du marché public ;
- Tous les frais de déplacements nécessaires à l'exécution du marché public ;
- Le coût de la main d'œuvre ;
- Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution du marché public ;
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

15.2 FORME

15.2.1 Généralités

Les prix du marché public sont des prix mixtes comprenant une part forfaitaire et une part unitaire appliquée aux quantités réellement exécutées conformément à l'article R.2112-6 du code de la commande publique.

Ces prix sont des prix définitifs au sens de l'article R. 2112-7 du code de la commande publique.

Les prix mentionnés ci-après sont des « prix déterminés » dans les pièces constitutives du marché public :

Marché de prestation de service d'entretien des espaces verts

- Prix de la prestation technique, exprimé en taux horaire pour les travaux d'entretien (taille, tonte, désherbage, etc.).

15.2.2 Substance

Les prix du marché public sont des prix révisables.

Ces prix peuvent être modifiés dans les conditions définies ci-après pour tenir compte des variations économiques.

15.3 REVISION DES PRIX

15.3.1 Généralités

Eu égard aux variations économiques auxquelles sont assujetties certaines prestations, les prix déterminés mentionnés ci-avant sont révisés dans les conditions définies ci-après et ce conformément à l'article R. 2112-13 du code de la commande publique.

15.3.2 Modalités de révision des prix déterminés

a) Indice de révision des prix

L'indice de référence choisi en fonction de sa structure pour présenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché public est le suivant : **Indice EV4**.

En cas de disparition de l'indice, la révision des prix s'effectue, sans qu'il soit nécessaire de procéder à un avenant, sur la base de l'indice de substitution/remplacement désigné par la Fédération SYNTEC.

b) Formule de révision des prix

Chaque prix révisable est révisé à la date d'anniversaire d'établissement des prix du marché public¹ par l'application de la formule suivante : **Po x C**.

Dans laquelle :

- « Po » est le prix révisable initial² ou le cas échéant, le dernier prix révisé ;
- « C » est le coefficient de révision.

c) Coefficient de révision

Chaque prix révisable du marché public est révisé par l'application du coefficient (C) obtenu en appliquant la formule suivante : **S₁/S₀**.

¹ La date d'établissement des prix du marché public est réputée être la date de conclusion du marché public mentionnée à l'Acte d'Engagement.

² Le prix révisable initial est le prix stipulé à la date de conclusion du marché public.

Dans laquelle :

- « S_1 » est le dernier indice de révision mentionné ci-avant publié au mois d'anniversaire d'établissement des prix du marché public
- « S_0 » est le cas échéant :
 - o Le dernier indice de révision mentionné ci-avant publié au mois d'établissement des prix
 - o Ou, le dernier indice de révision mentionné ci-avant publié au mois d'anniversaire de la dernière révision des prix

15.3.3 Demande de révision

a) Forme

La demande de révision des prix révisables doit être accompagnée de toute information (notamment la valeur des indices) nécessaire au contrôle des calculs, sous peine d'irrecevabilité.

Cette demande de révision peut être notamment présentée à l'occasion d'une demande de paiement.

b) Délai

La demande de révision des prix révisables doit parvenir au plus tard dans les trois (3) mois suivant la date d'anniversaire d'établissement des prix du marché public.

Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir renoncé à la révision des prix révisables.

A ce titre, aucune demande de révision des prix révisables ne peut être acceptée à l'expiration du délai susmentionné, sauf acceptation expresse du pouvoir adjudicateur.

c) Instruction

La demande de révision des prix révisables est instruite par la CNAM dans un **délai d'un (1) mois** à compter de sa transmission.

Passé ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté la demande de révision des prix révisables.

Dans cette hypothèse, les prix sont révisés de plein droit sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

ARTICLE 16 : REGLEMENT

16.1 AVANCE

Eu égard à leur du montant, les lots du présent marché ne donnent pas lieu au versement d'avance.

16.2 PAIEMENT

16.2.1 Généralités

Les paiements sont réalisés par la Cnam sur présentation des factures correspondantes accompagnées du service fait.

Aucun paiement effectué avant la réception des prestations ne constitue un paiement définitif.

16.2.2 Périodicité du paiement pour la part forfaitaire

La part forfaitaire du marché public est répartie sur une période de douze (12) mois. Elle donne lieu à des paiements mensuels, chaque acompte mensuel étant égal à un douzième (1/12) du montant total forfaitaire annuel, sous réserve de la constatation du service fait pour la période considérée.

16.2.3 Périodicité du paiement pour la part unitaire

Les paiements seront effectués à la fin de l'exécution de chaque service, conformément aux termes de chaque bon de commande.

16.2.4 Montant du paiement

Conformément à l'article 11.2 du CCAG-FCS, le montant de chaque paiement est déterminé par le pouvoir adjudicateur sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant forfaitaire.

En ce qui concerne la part à bon de commande, la somme totale des paiements ne peut excéder le montant maximal stipulé à l'Acte d'Engagement.

16.2.5 Demande de paiement

a) Terme

La demande de paiement doit être transmise au pouvoir adjudicateur au terme de chaque mois échu.

b) Forme

La forme de la demande de paiement n'est pas libre.

Elle doit prendre la forme d'une facture.

c) Contenu

En sus des éléments mentionnés à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, la demande de paiement doit notamment comporter les éléments suivants :

- La date d'émission de la demande ;
- La référence du marché public, et le cas échéant, du bon de commande (objet, numéro) ;
- Le rappel du montant total, arrêté à la fin du mois, trimestre ou semestre précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution des prestations ;
- Le rappel des prix et quantité des prestations, et le cas échéant, des frais de déplacements ;
- Le montant des prestations admises hors TVA et le cas échéant, diminué des réfections, pénalités ou des avances à rembourser
- Les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

Cette demande doit être accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- Un rappel des coordonnées bancaires (RIB) ;
- Le cas échéant, le tarif horaire et le temps consacré aux prestations exécutées ;
- Le cas échéant, les éventuelles factures liées aux frais de déplacements ;
- Tout autre élément justificatif pertinent.

d) Modalités de transmission

La demande de paiement est transmise par le titulaire par voie dématérialisée via le portail public de facturation « Chorus pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Le portail public de facturation est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée.

N'est pas acceptée :

- Toute transmission de demande de paiement par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro ;
- Toute transmission de demande de paiement par Chorus Pro ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ;
- Toute transmission de demande de paiement sur support papier.

En cas de réception d'une facture non adressée via Chorus Pro, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invite à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invite à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Afin de transmettre ses demandes de paiement, le titulaire doit renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le code structure « **18003502402369** » ;
- Le code service « **SERVICE FACTURIER** » ;

Marché de prestation de service d'entretien des espaces verts

- Le numéro d'engagement communiqué lors de la notification du marché public, ou le cas échéant, lors de la notification du bon de commande.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire peut consulter:

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>;
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

e) Instruction

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement.

Les décisions d'acceptation ou de rectification sont notifiées selon l'une des formes stipulées à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS.

En cas d'acceptation, le pouvoir adjudicateur le notifie sans délai au titulaire et l'invite.

En cas de rectification, le pouvoir adjudicateur la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées, etc.

Il arrête également le montant de la somme à régler et le notifie sans délai au titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de **dix (10) jours ouvrés** à compter de la réception de cette notification pour adresser une demande de paiement conforme aux rectifications opérées par le pouvoir adjudicateur

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

16.2.6 Délai de paiement

Le paiement est effectué dans un délai de **trente (30) jours calendaires** à compter de la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire.

Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Marché de prestation de service d'entretien des espaces verts

Conformément à l'article R. 2192-31, les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Conformément à l'article D. 2192-35 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de **quarante (40) euros**.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire du marché public peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

CHAPITRE IV : CONSTATATION DE L'EXECUTION

ARTICLE 17 : OPERATIONS DE VERIFICATION

17.1 GENERALITES

Au terme de l'exécution de chaque mission, la CNAM procède à des opérations de vérification quantitative et qualitative (opération de validation).

Ces opérations ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché public, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché public conformément aux stipulations contractuelles.

17.2 DELAI DE VERIFICATION

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de **quinze (15) mois** pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Le point de départ du délai susmentionné est :

- La date de la remise de la fiche de suivie

L'exécution des prestations est caractérisée lorsqu'elle est réalisée conformément aux conditions d'exécution fixées ci-avant et dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Avant l'expiration du délai de vérification, le pouvoir adjudicateur doit prendre une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

A défaut de décision, les prestations sont considérées comme admises avec effet à compter de l'expiration du délai susmentionné.

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet est notifiée selon l'une des formes stipulées à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 18 : ADMISSION

La CNAM doit prononcer l'admission des prestations attendus lorsqu'ils répondent aux stipulations du marché public et le cas échéant.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

Cette décision fait notamment mention des éléments suivants :

- Le rappel de la référence du marché public;

- Le rappel prestations attendus ;
- La date de remise de l'achèvement des prestations ;
- Les modalités d'exécution des prestations.

ARTICLE 19 : AJOURNEMENT

La CNAM peut décider d'ajourner l'admission des prestations lorsqu'elle estime que les prestations ne peuvent être admis que moyennant certaines mises au point.

La décision d'ajournement doit mentionner les éléments suivants :

- Le motif de l'ajournement ;
- Les éléments à mettre au point ;
- Le délai offert au titulaire pour présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mis au point.

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, ce délai est librement fixé par le pouvoir adjudicateur en fonction de la nature des éléments à mettre au point.

Toutefois, ce délai ne peut être inférieur à **cinq (5) jours ouvrés**.

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, le titulaire doit faire connaître au pouvoir adjudicateur sa décision d'acceptation ou de refus dans un **délai de cinq (5) jours ouvrés** à compter de la notification de la décision d'ajournement.

La décision d'acceptation ou de refus du titulaire est notifiée au pouvoir adjudicateur selon l'une des formes stipulées à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS.

En cas d'acceptation de la décision d'ajournement, le titulaire doit présenter à nouveau les prestations mises au point dans le délai mentionné dans la décision d'ajournement.

Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai stipulé pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

En cas de refus du titulaire quant à l'ajournement ou de silence gardé par lui durant le délai pour faire connaître sa décision, le pouvoir adjudicateur peut décider de :

- Admettre les prestations avec refaction dans les conditions fixées ci-après.
- Rejeter les prestations dans les conditions fixées ci-après.

Cette décision doit intervenir dans un délai de **dix (10) jours ouvrés** à compter de la notification du refus du titulaire quant à l'ajournement ou de l'expiration du délai mentionné ci-dessus pour faire connaître sa décision.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur vaut décision de rejet des prestations.

ARTICLE 20 : REFACTION

Le pouvoir adjudicateur peut décider d'admettre les prestations avec une réduction de prix (réfaction) lorsqu'il estime que les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché public, peuvent néanmoins être admises en l'état.

Tel est le cas notamment lorsque la qualité rédactionnelle est insuffisante.

La décision d'admission avec réfaction doit notamment mentionner les éléments suivants :

- Les imperfections constatées ;
- La réduction du prix proposée :
Cette réduction doit être proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Le titulaire doit faire connaître au pouvoir adjudicateur sa décision d'acceptation ou de refus et/ou le cas échéant, présenter ses observations dans un délai de **dix (10) jours ouvrés** à compter de la date de notification de la décision d'admission avec réfaction. Ce délai est également mentionné dans la décision d'admission avec réfaction.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans le délai mentionné ci-avant, il est réputé avoir acceptée la décision d'admission avec réfaction.

Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de dix (10) jours ouvrés pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

ARTICLE 21 : REJET

Le pouvoir adjudicateur peut rejeter partiellement ou totalement les prestations lorsqu'il estime que les prestations ne peuvent être admis en l'état.

La décision de rejet mentionne :

- Les imperfections constatées ;
- La faculté offerte au titulaire pour présenter des observations ;
- Le délai imposé pour livrer/exécuter à nouveau tout ou partie des fournitures ou prestations attendus.

Le titulaire dispose d'un délai de **dix (10) jours ouvrés** à compter de la date de notification de la décision de rejet pour présenter ses observations. Ce délai est également mentionné dans la décision de rejet.

La décision de rejet n'est effective qu'après l'expiration du délai mentionné ci-avant.

A partir de l'effectivité de la décision de rejet, le titulaire est tenu de livrer/exécuter à nouveau tout ou partie des prestations attendus dans le délai stipulé dans la décision de rejet.

Ce délai offert dans la décision de rejet ne fait pas obstacle à l'application des pénalités de retard.

CHAPITRE V : SANCTIONS CONTRACTUELLES

ARTICLE 22 : PENALITES

22.1 GENERALITES

Les pénalités dont le titulaire est redevable sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération des pénalités n'est accordée au titulaire du marché public, sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités ne peut excéder 25% du montant du marché public³.

22.2 PENALITES POUR RETARD

22.2.1 Généralités

La présente clause pénale vise à sanctionner tout retard du titulaire dans l'exécution des prestations.

Le retard est constitué lorsque le titulaire n'a pas transmis les prestations attendues dans le délai stipulé à l'Acte d'Engagement.

22.2.2 Modalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, la pénalité pour retard commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, le lendemain du jour où le délai d'exécution a expiré.

22.2.3 Montant

En cas de dépassement du délai d'exécution des prestations, le titulaire du marché public s'expose à une pénalité par jour de retard.

Le montant de cette pénalité est de **50 € par jour de retard**.

22.3 PENALITES POUR ABSENCE

22.3.1 Généralités

La présente clause pénale vise à sanctionner toute absence du titulaire par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution des prestations.

³ Le montant du marché public est le montant maximal stipulé à l'Acte d'Engagement.

Marché de prestation de service d'entretien des espaces verts

Cette pénalité est stipulée en complément de l'article 14 du CCAG-FCS.

22.3.2 Modalités

La pénalité pour manquement est due sur simple constatation du pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable.

22.3.3 Montant

En cas d'absence, le titulaire du marché public s'expose à une pénalité forfaitaire à chaque constatation.

Le montant de cette pénalité est de **50 € par absence**.

ARTICLE 23 : RESILIATION POUR FAUTE

23.1 GENERALITES

En cas de faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut résilier unilatéralement le marché public sous réserve de respecter les conditions définies ci-après.

Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

23.2 CONDITIONS

23.2.1 Condition de forme

La résiliation pour faute du titulaire fait l'objet d'une décision.

Celle-ci prend la forme d'un courrier adressé au titulaire selon l'une des modalités stipulées à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS.

23.2.2 Condition de procédure

Le pouvoir adjudicateur peut résilier unilatéralement le marché public à condition que la résiliation soit précédée d'une mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet pendant un délai de **dix (10) jours ouvrés**.

Sous peine de nullité, cette mise en demeure doit :

- Mentionner explicitement la présente clause de résiliation ;
- Mentionner le motif de la résiliation ;
- Inviter le titulaire à présenter ses observations.

23.2.3 Condition de fond

Le pouvoir adjudicateur peut résilier unilatéralement le marché public de plein droit à condition que la résiliation soit justifiée par une faute d'une gravité suffisante imputable au titulaire.

Constitue notamment une faute d'une gravité suffisante :

- La sous-traitance non déclarée ;
- Le non-respect des obligations fiscales et sociales ;
- Le non-respect prolongé (+ de 10 jours ouvrés) des délais d'exécution ;
- L'absence répétée à une réunion (+ de cinq fois) ;
- La tromperie sur les compétences et l'expérience des membres affectés à l'exécution du marché public ;
- La tromperie sur la qualité d'exécution des prestations ;
- Le manquement à l'obligation de confidentialité ;
- L'incapacité définitive à exécuter les présentes obligations contractuelles.

Constitue également une faute d'une gravité suffisante, les manquements mentionnés à l'article 39.1 du CCAG-FCS.

23.3 EFFETS

La résiliation unilatérale pour faute du titulaire n'a d'effet que pour l'avenir.

Elle prend effet à la date indiquée dans le courrier de résiliation, ou à défaut, à la date de la notification de la décision de résiliation.

A l'exception de l'obligation de confidentialité, la résiliation met un terme à l'ensemble des obligations découlant du marché public et pendantes à la date d'effet de la décision de résiliation.

ARTICLE 24 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

24.1 GENERALITES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire intervenir aux frais et risques du titulaire un autre prestataire dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de cette faculté ne remet pas en cause le marché public, sauf résiliation.

24.2 CONDITIONS

24.2.1 Condition de fond

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire intervenir un autre prestataire aux frais et risques du titulaire exclusivement dans les hypothèses suivantes :

- En cas de retard, mauvaise exécution ou inexécution de prestations attendues ou prescrites par ordre de service ;

- En cas de résiliation du marché public pour faute.

24.2.2 Condition de procédure

Le pouvoir adjudicateur peut faire intervenir un autre prestataire aux frais et risque du titulaire qu'après avoir au préalable mis en demeure ce dernier.

La mise en demeure doit, sous peine de nullité :

- Exposer les motifs justifiant la mise en œuvre de la présente faculté ;
- Mentionner un délai raisonnable pendant lequel le titulaire peut s'exécuter ;
- Viser expressément le présent article.

24.3 EFFETS

24.3.1 Généralités

En cas d'intervention d'un autre prestataire aux frais et risques du titulaire, ce dernier ne peut s'y opposer ou prétendre à une quelconque indemnité.

Les conséquences de cette intervention sont présentées ci-après.

24.3.2 Augmentation des dépenses

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge.

A ce titre, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations reçues.

24.3.3 Diminution des dépenses

La diminution des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire ne lui profite pas.

CHAPITRE VI : REGLEMENT DES LITIGES

ARTICLE 25 : RECOURS EN RECLAMATION

25.1 GENERALITES

En cas de différend relatif à l'interprétation des stipulations du marché public ou à l'exécution des prestations objet du marché public, le titulaire peut exercer un recours en réclamation.

Ce recours, adressé au pouvoir adjudicateur, est préalable à tout autre recours administratif ou juridictionnel sous peine d'irrecevabilité.

25.2 DELAI

Le recours en réclamation doit être exercé par le titulaire dans un délai de **deux (2) mois** à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai d'exercice du recours en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

25.3 MODALITES D'EXERCICE

Le recours en réclamation s'exerce par la communication au pouvoir adjudicateur d'un mémoire en réclamation.

Ce mémoire en réclamation doit, sous peine de nullité, indiquer :

- La date de survenance du différend ;
- La nature du différend (interprétation ou exécution) ;
- Les motifs du différend ;
- Le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Le mémoire en réclamation est communiqué selon l'une des modalités suivantes :

- Par voie postale à l'adresse suivante : **CNAM – DBCSA – 50, avenue du professeur André Lemierre – 75986 – Paris – Cedex 20**
- Par voie électronique à l'adresse suivante : dbcsa@assurance-maladie.fr

25.4 MODALITES D'INSTRUCTION

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de **deux (2) mois** pour notifier au titulaire sa décision portant :

- Acceptation de ses réclamations ;
- Rejet de tout ou partie de ses réclamations.

Le point de départ de ce délai est la date de réception du mémoire en réclamation.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Sauf décision implicite de rejet, la décision d'acceptation ou de rejet est notifiée selon l'une des formes stipulées à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 26 : RECOURS ADMINISTRATIFS

26.1 SAISINE DU COMITE CONSULTATIF DE REGLEMENT AMIABLE

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue du recours en réclamation, le titulaire doit porter le différend devant le comité consultatif de règlement amiable territorialement compétent.

La saisine du comité consultatif de règlement amiable s'effectue dans les conditions visées aux articles D. 2197-15 et suivants du code de la commande publique.

Cette saisine, préalable à tout recours juridictionnel sous peine d'irrecevabilité, doit être exercée dans les **deux (2) mois** suivants la date de réception de la décision de rejet de tout ou partie des réclamations du titulaire.

Le présent recours est aménagé en dérogation de l'article 46 du CCAG-FCS.

26.2 SAISINE DU MEDiateur DES ENTREPRISES

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue du recours en réclamation, le titulaire peut porter le différend devant le médiateur des entreprises conformément à l'article R. 2197-23 du code de la commande publique.

ARTICLE 27 : RECOURS JURIDICTIONNELS

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend après le recours en réclamation et la saisine du comité consultatif de règlement amiable, le titulaire peut porter le différend devant le tribunal administratif territorialement compétent en application de l'article R. 312-11 du code de justice administrative.

CHAPITRE VII : AUTRES STIPULATIONS

ARTICLE 28 : RESILIATION UNILATERALE SANS FAUTE

28.1 A L'INITIATIVE DE LA CNAM

28.1.1 Généralités

Le pouvoir adjudicateur peut, en l'absence de faute du titulaire, résilier unilatéralement le marché public dans les conditions définies ci-après.

28.1.2 Condition de forme

La résiliation unilatérale du marché public sans faute du titulaire fait l'objet d'une décision.

Celle-ci prend la forme d'un courrier adressé au titulaire selon l'une des modalités stipulées à l'article 38 du CCAG-FCS.

Sous peine de nullité, cette décision doit mentionner explicitement la présente clause de résiliation.

28.1.3 Condition de procédure

Le pouvoir adjudicateur peut, en l'absence de faute du titulaire, résilier unilatéralement le marché public chaque année au **1^{er} janvier** à condition de respecter un délai de préavis **d'un (1) mois** entre :

- La date d'envoi du courrier de résiliation ;
- La date du 1^{er} janvier qui suit immédiatement la date d'envoi du courrier de résiliation.

28.1.4 Effets

La résiliation unilatérale sans faute du titulaire n'a d'effet que pour l'avenir.

Elle prend effet à la date du **1^{er} janvier** suivant immédiatement la date d'envoi du courrier de résiliation.

Excepté l'obligation de confidentialité, la résiliation met un terme à l'ensemble des obligations découlant du marché public.

28.2 A L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Le titulaire peut chaque année demander au pouvoir adjudicateur de résilier unilatéralement le marché public dans les conditions définies ci-après.

La demande de résiliation doit être envoyée au pouvoir adjudicateur au plus tôt un (1) mois avant la date du 1^{er} janvier qui suit immédiatement la demande.

Celle-ci est transmise au pouvoir adjudicateur selon l'une des modalités suivantes :

- Par voie postale à l'adresse suivante : **CNAM – DBCSA – 50, avenue du professeur André Lemierre – 75986 – Paris – Cedex 20 ;**
- Par voie électronique à l'adresse suivante : dbcsa@assurance-maladie.fr.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de **dix (10) jours ouvrés** pour notifier au titulaire sa décision portant :

- Acceptation de sa demande de résiliation ;
- Rejet de sa demande de résiliation.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la demande de résiliation.

En cas d'acceptation, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire.

Cette décision entraîne la résiliation du marché public et ne donne lieu à aucune indemnité.

En cas de refus, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire.

Cette décision, emportant maintien du marché public et ne donnant lieu à aucune indemnité, doit être motivée par un motif d'intérêt général.

Sauf motif d'intérêt général, le pouvoir adjudicateur ne peut s'opposer à la demande de résiliation du marché public.

La décision d'acceptation ou de refus est notifiée selon l'une des formes stipulées à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 29 : CLAUSE DE RESILIATION UNILATERALE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

29.1 GENERALITES

Le pouvoir adjudicateur peut résilier unilatéralement le marché public pour un motif d'intérêt général sous réserve de verser une indemnité au titulaire.

29.2 FORME

La résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général fait l'objet d'une décision.

Cette décision prend la forme d'un courrier adressé au titulaire selon l'une des modalités stipulées à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS.

Ce courrier doit explicitement mentionner:

- La présente clause de résiliation ;
- Le motif d'intérêt général justifiant la résiliation.

29.3 EFFETS

La résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général n'a d'effet que pour l'avenir.

Elle prend effet à la date indiquée dans le courrier de résiliation, ou à défaut, à la date de la notification de la décision de résiliation.

Sauf obligation de confidentialité, la résiliation met un terme à l'ensemble des obligations découlant du marché public et pendantes à la date d'effet de la décision de résiliation.

29.4 INDEMNITES

29.4.1 Indemnité principale

La résiliation pour motif d'intérêt général donne droit au titulaire à une indemnité principale.

Le montant de cette indemnité est obtenu en appliquant la formule suivante : $P \times M$.

Dans laquelle :

- « P » est le pourcentage d'indemnité.
Ce pourcentage est fixé à 5%
- « M » est le montant initial contractuel du marché diminué du montant hors TVA des prestations admises
Le montant initial contractuel du marché est le montant maximal hors TVA stipulé à l'Acte d'Engagement.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire doit transmettre au pouvoir adjudicateur, sa demande d'indemnité de résiliation dans un délai de **dix (10) jours ouvrés** à compter de la date de réception de la décision de résiliation.

Cette transmission s'effectue selon l'une des modalités suivantes :

- Par voie postale à l'adresse suivante : **CNAM – DBCSA – 50, avenue du professeur André Lemierre – 75986 – Paris – Cedex 20**
- Par voie électronique à l'adresse suivante : dbcsa@assurance-maladie.fr

En l'absence de demande d'indemnité dans le délai susmentionné, le titulaire est considéré comme renonçant à son droit d'indemnité.

29.4.2 Indemnité accessoire

En sus de l'indemnité principale mentionnée ci-avant, le titulaire a droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché public et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

A ce titre, il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de **dix (10) jours ouvrés** à compter la date de réception de la décision de résiliation du marché public.

En l'absence de transmission des éléments susmentionnés dans le délai indiqué, le titulaire est considéré comme renonçant à son droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché public et strictement nécessaires à son exécution.

ARTICLE 30 : CLAUSE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

30.1 GENERALITES

L'exécution du marché public peut placer le titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis du pouvoir adjudicateur au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 / Loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Est qualifiée de sous-traitant au sens de l'article 4 du Règlement Européen de Protection des Données Personnelles (RGPD), « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement ».

30.2 OBLIGATION DU TITULAIRE

30.2.1 Substance

En application du RGPD et tant que sous-traitant, le titulaire du marché public est notamment soumis aux obligations suivantes (article 28 et s. RGPD) :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; article 32 RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne ;
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Fournir, le cas échéant, au pouvoir adjudicateur ou toute autorité d'enregistrement désignée, la liste exhaustive du personnel accédant aux données ;
- Apporter l'aide au pouvoir adjudicateur, en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc ; Chap III RGPD, articles 32 à 36 RGPD) ;
- Mettre à disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;

- Permettre au pouvoir adjudicateur de gérer toutes les obligations relatives à l'exercice des droits ;
- Informer le pouvoir adjudicateur de toute instruction qui pourrait constituer une violation des dispositions du RGPD et de la loi dite « informatique et libertés » modifiée (Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018) ;
- Notifier au pouvoir adjudicateur, dans les meilleurs délais, toute suspicion de violation de données, accidentelle ou non, traitées pour son compte dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations (article 33 RGPD)⁴ ;
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de la CNAM (article 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le titulaire a lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la pouvoir adjudicateur lui a confiées, et sous réserve qu'il ait été préalablement et formellement autorisé, le pouvoir adjudicateur rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché public qui lie le titulaire au pouvoir adjudicateur et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte du pouvoir adjudicateur (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- Aux règles relatives à la confidentialité

Ainsi, sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) dans la mesure où le titulaire est soumis à l'obligation d'en désigner un (article 37 RGPD).

30.2.2 Contrôle

Afin de contrôler le respect par le titulaire de ses obligations, un audit RGPD (hors audit déclenché par une autorité de contrôle) peut être réalisé.

Au maximum, un audit par an peut être conduit afin de vérifier que le titulaire est en conformité avec les obligations du RGPD.

En cas de demande du pouvoir adjudicateur de réalisation d'un audit, le titulaire est informé au minimum quatorze (14) jours calendaires avant sa réalisation.

⁴ Il est convenu entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire que toutes les interventions qui seront effectuées par ce dernier auront lieu sous couvert de l'anonymisation des données grâce à des scripts fournis par ledit Titulaire et que le pouvoir adjudicateur s'engage à utiliser.

Cet audit peut être assuré par le pouvoir adjudicateur ou un auditeur tiers non concurrent du titulaire. Si un auditeur tiers a la charge de l'audit, il est conduit aux frais exclusifs du pouvoir adjudicateur et soumis à un engagement de confidentialité.

30.3 OBLIGATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

De son côté, tout au long du marché, le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- Transmettre ses instructions de manière documentée ;
- Sans préjudice du devoir de conseil du titulaire, vérifier que chacune de ses instructions est licite au regard de la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel ;
- Répondre aux demandes du titulaire et lui transmettre sans délai toute information ou document dont le titulaire aurait besoin pour maintenir sa conformité à la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel ou répondre à toute requête provenant d'une autorité de contrôle ;
- Communiquer au titulaire, dès la signature du présent marché, l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données ; en cas de changement, en informer le Titulaire dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données ;
- Informer le titulaire immédiatement de toute requête, audit ou contrôle déclenché par une autorité de contrôle qui concernerait ou impliquerait, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, le titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et inspections auprès du titulaire suivant les conditions prévues au présent article ;
- Notifier à l'autorité de contrôle concernée toute violation de données à caractère personnel dans un délai de soixante-douze (72) heures, à compter de sa prise de connaissance d'un tel événement, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes concernées ;
- Conduire une analyse d'impact sur la vie privée, pour tous les traitements de données à caractère personnel susceptibles d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées, et pour les types d'opérations de traitement listés par l'autorité de contrôle conformément à l'article 35 du Règlement.

ARTICLE 31 : ASSURANCE

Le titulaire a obligation d'être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et s'engage à régler les primes correspondantes pendant toute la durée du marché public pour toutes les conséquences dommageables des actes dont il peut être tenu responsable en vertu de l'exécution du marché public.

Afin d'apprécier le respect de cette obligation, le titulaire doit communiquer une attestation valide dans les **quarante-huit (48) heures** suivant la demande formulée par le pouvoir adjudicateur.

La franchise imposée par la compagnie d'assurance est à la charge du titulaire.

En cas de manquement à cette obligation d'assurance, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché public pour faute dans les conditions mentionnées ci-avant.

ARTICLE 32 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire s'engage à réaliser l'entretien des espaces verts dans le respect des principes de développement durable, en privilégiant des pratiques écologiques et en minimisant l'impact environnemental. L'utilisation de produits phytosanitaires chimiques sera strictement limitée et remplacée par des alternatives biologiques ou des méthodes écologiques, afin de protéger la biodiversité. Il veillera à une gestion optimale de l'eau, en adoptant des systèmes d'irrigation économes et en favorisant la récupération des eaux de pluie. Les déchets verts seront triés, recyclés ou valorisés, conformément aux normes environnementales. Le Titulaire devra également former ses équipes aux bonnes pratiques et fournir un rapport annuel sur les actions environnementales mises en place, notamment en matière de gestion des produits, de consommation d'eau et de préservation de la biodiversité.

ARTICLE 33 : DEROGATIONS

Toutes les stipulations du CCAG-FCS s'appliquent au marché public sauf stipulations dérogatoires prévues aux clauses particulières du présent document et rappelées ci-après.

ARTICLES	CCAP	CCAG-FCS
Pièces du marché public	Art. 11.2	Art. 4.1
Réparation du dommage	Art. 14.4	Art. 8
Ajournement	Art. 19	Art. 30.2.1
Pénalités	Art. 22.1	Art. 14.1.3
Pénalités	Art. 22.1	Art. 14.1.2
Pénalités de retard	Art. 22.2	Art. 14.1.1
Exécution aux frais et risques du titulaire	Art. 24.2	Art. 45
Recours administratifs	Art. 26	Art. 46
Résiliation pour motif d'intérêt général	Art. 29.4.1	Art. 42